8. Bilan

Un commentateur parmi les plus autorisés du droit de la CPIJ soulignait trois finalités et apports des avis consultatifs¹. *En premier lieu*, les avis demandés à la Cour facilitèrent souvent significativement le travail du Conseil de la S.d.N. dans la solution de litiges internationaux entre Etats. La Cour a pu clarifier des questions juridiques qui se posaient comme obstacles sur la voie du règlement. Elle a pu aider à déterminer la compétence des organes politiques. Enfin, elle a pu permettre que le différend s'apaise par la procédure lénitive se déroulant devant son prétoire. Des avis tels que ceux concernant les colons allemands en Pologne², la minorité allemande en Haute-Silésie³, les relations gréco-albanaises⁴, les rapports gréco-turcs⁵, les relations polono-tchécoslovaques⁶ ou encore l'affaire de Mossoul en sont des exemples. *En second lieu*, les avis purent éclairer le fonctionnement d'autres organes de l'Organisation internationale naissante. Ainsi, ils permirent d'asseoir plus fermement les institutions internationales. On peut songer aux six avis traitant du fonctionnement de l'OIT⁷. *En troisième lieu*, les avis consultatifs ont servi les Etats en litige. Ceux-ci ont pu parfois trouver dans la procédure consultative un apport intéressant pour régler leur différend. L'avis sur les *Décrets de nationalité* de 1923 est de ce type⁸.

Devant la CIJ, on note les trois évolutions suivantes. *En premier lieu*, la procédure consultative n'est plus aussi fortement liée au règlement des différends. Elle a trait désormais plus souvent à des questions générales relatives au fonctionnement des institutions internationales de la famille onusienne. Des avis tels que *Certaines dépenses* (1962)⁹ ou les nombreux avis sur le *Sud-Ouest Africain / Namibie* (de 1950 à 1971)¹⁰ en portent un éloquent témoignage. Le différend ne disparaît pratiquement jamais complètement. Cependant, il se fonde dans un travail institutionnel plus articulé. La Cour y participe à la manière d'un rouage parmi d'autres. *En second lieu*, les avis consultatifs ont été utilisés surtout pendant deux décennies (entre 1948 et 1962) comme vecteur de développement du droit international¹¹. Dans des avis tels que *Réparations* (1949)¹², *Génocide* (1951)¹³, *Effets de Jugements du TANU* (1954)¹⁴ ou *Certaines dépenses* (1962)¹⁵, la Cour a

¹ Hudson, *Permanent...*, *op. cit.*, p. 523-524.

² Affaire des *Colons d'origine allemande*, CPIJ, sér. B, no 6 (1923).

³ Affaire de l'*Acquisition de la nationalité polonaise*, CPIJ, sér. B, no 7 (1923).

⁴ Affaire du *Monastère de Saint-Naoum*, CPIJ, sér. B, no 9 (1924).

⁵ Affaire de l'*Echange de populations grecques et turques*, CPIJ, sér. B, no 10 (1925).

⁶ Affaire de la *Délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque* (Jaworzina), CPIJ, sér. B, no 8 (1923).

⁷ Voir l'affaire du *Délégué ouvrier néerlandais*, CPIJ, sér. B, no 1 (1922) ; *Compétence de l'OIT (agriculture)*, CPIJ, sér. B, no 2 (1922) ; *Compétence de l'OIT (production agricole)*, CPIJ, sér. B, no 3 (1922) ; *Compétence de l'OIT (travail personnel du patron)*, CPIJ, sér. B, no 13 (1926) ; *Ville libre de Dantzig et l'OIT*, CPIJ, sér. B, no 18 (1930) ; *Travail de nuit des femmes*, CPIJ, sér. A / B, no 50 (1932).

⁸ CPIJ, sér. B, no 4 (1923).

⁹ CIJ, *Recueil*, 1962, p. 151ss.

¹⁰ Le premier étant le *Statut international du Sud-Ouest Africain*, CIJ, *Recueil*, 1950, p. 128ss, le dernier l'avis sur la *Namibie*, CIJ, *Recueil*, 1971, p. 16ss.

¹¹ Voir les considérants succincts de J. A. Frowein / K. Oellers-Frahm, « Article 65 », dans : Zimmermann / Tomuschat / Oellers-Frahm, *Statute...*, *op. cit.*, p. 1420.

¹² CIJ, *Recueil*, 1949, p. 174ss.

¹³ CIJ, *Recueil*, 1951, p. 15ss.

¹⁴ CIJ, *Recueil*, 1954, p. 47ss.

¹⁵ CIJ, *Recueil*, 1962, p. 151ss.

significativement contribué à développer le droit institutionnel ou des matières tels que le droit des traités (avis de 1951). Elle s'est montrée souvent juridiquement plus hardie dans la procédure consultative que dans les affaires contentieuses portant sur un différend concret. *En troisième lieu*, la procédure consultative est depuis un peu plus d'une dizaine d'années utilisée de plus en plus fréquemment pour traiter de questions hautement complexes et hautement politiques¹⁶ : la licéité de l'utilisation d'armes nucléaires (1996)¹⁷ ; la licéité de l'édification du mur israélien en territoires palestiniens occupés (2004)¹⁸ ; ou la licéité de la déclaration d'indépendance du Kosovo (2010)¹⁹.

Dans l'ensemble, le nombre de demandes d'avis décline considérablement par rapport aux premières années des Nations Unies et à l'époque de la S.d.N. Le droit institutionnel international semble désormais suffisamment assuré et rôdé. Les organisations internationales sont dotées de leurs propres services juridiques consolidés et performants. De tels facteurs contribuent à rendre plus rare le recours au consultatif. De plus, les institutions spécialisées semblent peu enclines à s'adresser à la Cour, tant leurs problèmes sont spécifiques et se prêtent à une solution par des mécanismes internes. Le Conseil de sécurité quant à lui ne montre aucune propension à adultérer sa puissance suprême en s'abaissant à demander des avis juridiques à la Cour. Il semble craindre tout précédent en ce sens. En même temps, les demandes d'avis ont nettement plus souvent que devant la CPJI fait l'objet d'objections visant à empêcher la Cour de se prononcer sur la question posée. Un véritable droit des « exceptions préliminaires » en matière consultative s'est ainsi peu à peu cristallisé. Il est regrettable que ce droit soit resté peu systématisé et peu réfléchi. Le postulat tonitruant du 'pouvoir discrétionnaire' lui a porté une ombre l'ayant jusqu'ici gravement inhibé dans sa croissance. Au regard de toutes ces réalités, l'avenir de la fonction consultative est en ce moment incertain.

¹⁶ K. Oellers-Frahm, « Article 96 UN Charter », dans : Zimmermann / Tomuschat / Oellers-Frahm, *Statute...*, *op. cit.*, p. 190-191.

¹⁷ CIJ, *Recueil*, 1996-I, p. 226ss.

¹⁸ CIJ, *Recueil*, 2004-I, p. 136ss.

¹⁹ Avis du 22 juillet 2010.